



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 280 Juin - Juillet 2012

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

Législatives

Partie II

STOPPER LA GAUCHE

par Jacques ROUGEOT,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du MIL

La résistance, c'est maintenant

Le slogan de Hollande, «Le changement, c'est maintenant», s'est sinistrement réalisé. Mais, si nous savons prendre notre destin en main, nous aurons l'occasion de renverser les rapports de pouvoir dès maintenant.

Les élections législatives, fragmentées en près de six cents circonscriptions, offrent un spectacle moins dramatique que l'élection présidentielle, avec ce duel final qui tue l'un des deux protagonistes. Pour cette raison, et aussi parce que les médias nous endorment en nous faisant croire qu'elles ne sont qu'une formalité, elles intéressent et mobilisent moins les Français. C'est une totale erreur de perspective, dont les conséquences pourraient être fatales, car, contrairement à ce qu'on croit souvent, c'est l'Assemblée nationale qui détient la réalité du pouvoir. En temps ordinaire, le président de la République donne l'impression d'exercer le pouvoir suprême à condition qu'il soit en fait le chef de la majorité parlementaire. Mais la Constitution ne lui confère officiellement que peu de pouvoirs, y compris sur le «domaine réservé» (affaires étrangères et défense), qui n'est réservé par aucun texte. Si le président et l'Assemblée nationale ne sont pas du même bord politique, on est en situation de cohabitation et c'est le premier ministre, chef de la majorité, qui exerce la réalité du pouvoir. C'est ce qui s'est passé,

par exemple, de 1997 à 2002, au profit de Jospin. Le président peut gêner ou retarder l'action du gouvernement, mais c'est toujours l'Assemblée nationale qui a le dernier mot.

L'enjeu des prochaines élections législatives est donc décisif.



On est presque dans le «tout ou rien». Si la droite l'emporte, elle pourra appliquer sa politique et la gauche en sera réduite aux escarmouches. Si c'est la gauche qui gagne, non seulement c'est elle qui gouvernera, mais elle sera en situation d'hégémonie politique, puisqu'elle détient déjà la plupart des grandes villes, la majorité des départements, la quasi-totalité des régions, le Sénat et la présidence de la République. Ce serait la première fois en France que cette situation se produirait.

La droite doit donc se mobiliser avec la même ardeur qu'à l'occasion de l'élection présidentielle. Elle doit d'abord résister aux divers chants que lui psalmodient les sirènes pour la persuader que

les jeux sont faits et qu'il est donc inutile de se déranger pour rien. L'argument est simple : les législatives qui ont suivi une présidentielle ont toujours donné une majorité au président élu. C'est vrai, mais il est vrai aussi que le résultat a parfois été acquis d'extrême justesse et qu'il aurait suffi d'un rien pour le renverser. Ce fut le cas en 1988, où la droite, persuadée d'être condamnée à l'abattoir, ne fit pour ainsi dire pas campagne, avant de s'apercevoir, mais trop tard, qu'il lui aurait suffi d'un 1 % supplémentaire pour être victorieuse.

Le grand démobilisateur, responsable de cette défaite, fut Raymond Barre qui crut bon de déclarer qu'il fallait donner au président élu les moyens d'appliquer sa politique, c'est-à-dire lui donner une majorité à l'Assemblée nationale. C'est un raisonnement qui, sous les apparences de la logique ou de l'élégance, dissimule une véritable futilité et un mépris pour les intérêts réels de la France.

Cela revient à considérer la vie politique comme un jeu intellectuel obéissant à quelques règles générales ou, tout au plus, comme une activité expérimentale de laboratoire que l'on pourrait pousser par curiosité, «pour voir», ou arrêter éventuellement au moment jugé opportun. Malheureusement, dans le cas présent, le laboratoire, c'est la France tout entière, et non un

petit milieu artificiel à l'écart de la nation. Les conséquences se font sentir immédiatement, de la façon la plus concrète et nous n'avons pas les moyens d'arrêter la machine emballée.

Et surtout, nous n'avons nul besoin d'expérimentation. Les fruits d'un gouvernement socialiste, nous connaissons. Nous avons assez donné, depuis plus de trente ans, pour savoir qu'ils sont empoisonnés. La seule question est non pas de se demander si les drogues socialistes sont bénéfiques ou nocives, mais d'évaluer leur degré de nocivité. Il faut donc, pour le bien de la France, saisir toutes les occasions d'entraver ou d'arrêter ce traitement mortifère. Elire une majorité de droite à l'Assemblée nationale est la première de ces occasions, et la plus efficace.

Ceux qui voudraient «donner sa chance au président» agirait avec une grande légèreté. Ce président-ci n'est pas un perdreau de l'année. On connaît son habileté dans les petites choses et son inaptitude à prendre la mesure réelle des grandes. A peine élu, il en a donné une nouvelle démonstration. Comme on lui demandait si la baisse de la prévision de croissance publiée par des instances internationales allait le conduire à

modifier les mesures qu'il avait programmées, il répondit que non, qu'il avait eu des renseignements, qu'il était au courant, ajoutant : «Nous avons déjà anticipé». Réponse véritablement surréaliste, dont on ne peut même pas dire si elle est vraie ou fausse, parce qu'elle est dépourvue de tout contenu réel, intelligible, plausible. Quelles sont ces sources mystérieuses qui lui permettraient d'avoir des informations importantes bien avant tout le monde ? Pourquoi les a-t-il conservées par devers lui alors qu'il pouvait s'en servir contre



Sarkozy ? Cette anticipation dont il fait état figure-t-elle déjà incognito dans ses projections annoncées ou bien sont-elles gardées au chaud dans son vaste cerveau sans qu'il juge opportun d'en aviser les Français, qui pourraient en être troublés ? En vérité, ce sont des propos qui n'ont aucune autre consistance que verbale, propos

d'un apparatchik (puisque telle est la seule expérience professionnelle que détient Hollande) qui est habitué à évoluer dans un petit milieu artificiel, quasi virtuel, sans avoir à résoudre les vrais problèmes des «vrais gens», en se contentant, en guise de solution, d'émettre des paroles creuses qui ont pour seul but d'éluider les questions posées en attendant que celles-ci finissent par se dissoudre d'elles-mêmes. Cette stratégie de l'anguille fait merveille dans les fonctions exercées précédemment par le candidat Hollande. Elle est ravageuse si elle est appliquée par le chef de l'Etat français, confronté à des difficultés gigantesques qui ont le mauvais goût de s'aggraver si elles ne sont pas effectivement traitées au plus vite.

N'omettons pas enfin, parmi les arguments démobilisateurs, celui que nous resservent régulièrement les Talleyrand au petit pied : la situation est difficile, laissons le mistigri à la gauche, elle va faire le sale travail à notre place et s'y engluer, et nous n'aurons plus qu'à paraître pour cueillir le pouvoir. Qu'il suffise de rappeler que nous avons déjà entendu cette chanson ridicule en 1981. Résultat : entre 1981 et 2002, deux ans seulement (1995-1997) où la gauche a été à l'écart du pouvoir.

Le FN, adversaire objectif de la droite

Les chances de remporter la victoire aux législatives sont réelles. Encore faut-il s'en donner les moyens, et d'abord en examinant de façon objective et réaliste les conditions à remplir pour atteindre cet objectif.

La première de ces conditions est de vouloir vraiment gagner, sans arrière-pensées, sans considérer ces élections comme une simple étape dans un parcours sinueux. En ce qui concerne l'UMP, il y a toutes chances qu'il en soit ainsi. Même si l'on ne veut pas accorder à ce parti une confiance aveugle et le considérer automatiquement comme un modèle de vertu, il a intérêt et vocation, en tant que parti de gouvernement dominant à droite, à exercer l'essentiel du pouvoir. Même si des calculs déviants, nés de rivalités

personnelles, se faisaient jour, ils ne pèseraient pas lourd contre l'intérêt collectif.

Il n'en va pas de même au Front national. C'est un secret de polichinelle, ou même pas un secret du tout, que Marine Le Pen souhaite un éclatement de l'UMP qui préparerait une recomposition de la droite à son profit. Elle a d'ailleurs mis en marche la mécanique à l'occasion de l'élection présidentielle. Les gros bataillons qui ont fait défaut à Nicolas Sarkozy au deuxième tour sont ceux qui ont voté blanc à l'instigation de la présidente du FN. Les chiffres sont clairs. Il y a eu au second tour 1.445.000 bulletins blancs ou nuls de plus qu'au premier, tous imputables à Marine Le Pen. Nicolas Sarkozy a obtenu 1.139.000 voix de moins que Hollande, c'est-à-

dire que les bulletins blancs ou nuls supplémentaires du second tour lui auraient donné une majorité de 306.000 voix.

On peut tourner la question dans tous les sens. Même si Nicolas Sarkozy avait dû n'appliquer que le quart de son programme au cours d'un deuxième quinquennat, ce quart eût été beaucoup plus proche du programme du Front national que ne l'est celui de Hollande. On est bien obligé de constater que Marine Le Pen a appliqué implacablement sa logique de parti au détriment de l'intérêt de la France.

Il en ira de même lors des élections législatives, avec cette circonstance aggravante que les candidats présents au second tour ne seront pas limités à deux, mais que pourront se maintenir tous

ceux qui auront obtenu plus de 12,5 % des inscrits, c'est-à-dire à peu près 18 % des votants s'il y a 30 % d'abstentions. Cette règle rend donc possibles les triangulaires au second tour. Comme la gauche sera presque toujours unie, si les voix de droite se partagent entre UMP et FN, le résultat a toutes chances d'être ravageur. C'est ce qui s'est produit en 1997, où le maintien des candidats FN a gratifié la France de cinq ans de socialisme.

La conséquence pratique, pour les électeurs de droite, se tire arithmétiquement et inexorablement : si l'on ne veut pas jouer avec le feu, si l'on veut laisser à la gauche le moins de chances possible, il ne faut pas voter pour le FN afin de ne pas lui donner la possibilité d'imposer des triangulaires meurtrières. On ne peut même pas s'offrir la fantaisie, inopportune mais à la rigueur possible à l'élection présidentielle, de voter pour lui au premier tour en se promettant de voter utile au second. Nous savons bien que certains lecteurs de cet article éprouveront cette tentation, mais il faut qu'ils soient placés en face de

leurs responsabilités et qu'ils choisissent de donner la priorité absolue soit à l'intérêt national, soit aux calculs d'un état-major de parti.

On doit aussi inviter les électeurs qui s'apprêteraient à voter par sentimentalisme compassionnel, par sympathie envers un parti injustement martyrisé, à remettre leurs pendules à l'heure d'aujourd'hui. Si l'on compare de bonne foi la façon dont se traitent mutuellement l'UMP et le FN, il faut bien constater que c'est le FN qui déverse des tombereaux d'accusations virulentes, alors que l'UMP se contente souvent de flèches pas très meurtrières. Marine Le Pen a réservé la grande majorité de ses coups à Nicolas Sarkozy, alors que celui-ci a réservé les siens presque exclusivement à François Hollande. A la base même, on n'entend à peu près jamais, dans la bouche des partisans de l'UMP, les paroles de violence, et même de haine, que déversent souvent sur eux les partisans du FN.

Qui plus est, les calculs d'état-major, qui sacrifient tout à l'intérêt supposé du parti, risquent fort d'être déjoués. Il peut paraître fa-

cile de casser, il l'est beaucoup moins de récupérer les morceaux pour recomposer un ensemble tel qu'on le souhaite. Marine Le Pen a obtenu un bon résultat avec ses presque 18 %, mais, après tout, c'est un point seulement de plus que papa. Dans son propre camp, dans ce qu'on pourrait appeler un peu vaguement sa mouvance naturelle, on a vu des organes de presse et des personnalités respectées juger sévèrement sa démarche et rallier au deuxième tour les positions de la sagesse et du patriotisme responsable. On voit aussi son propre parti hésiter entre deux stratégies et deux clientèles difficilement compatibles, l'une venue de la droite traditionnelle et l'autre de la gauche turbulente. On peut même se demander si ses quelques succès et la nouvelle attitude des médias à son égard, perfidement complaisante, ne lui montent pas quelque peu à la tête, au point de lui faire organiser son rassemblement autour de son prénom. Peut-être ne serait-il pas mauvais qu'elle relût et qu'elle méditât, dans Rabelais, l'épisode des guerres picrocholines.

Législatives : les conditions de la victoire

C'est une bataille décisive que nous avons à mener. Les élections législatives nous fournissent une occasion, la dernière sans doute avant plusieurs années, de donner un coup d'arrêt à la prise en main de tous les pouvoirs par les socialistes. La victoire est parfaitement possible, mais nous devons jouer tellement serré que nous n'avons droit à aucune faute de manœuvre. Au fil des pages précédentes se sont dégagées les conditions que nous avons à remplir. Il est bon de les rassembler pour en faire apparaître la nécessité et la cohérence.

Cette victoire ne sera remportée que si l'importance de l'enjeu est présente dans tous les esprits, dans ceux des dirigeants d'abord, de façon qu'ils soient capables d'en persuader les électeurs de notre camp. Dans cette activité d'impulsion et de transmission, il faut rappeler le rôle

essentiel et indispensable des militants.

Autre condition à remplir : la concentration sur l'objectif. En tout temps, mais plus encore dans le moment présent, on aime à se



laisser aller à des supputations sur un avenir plus ou moins lointain. Aujourd'hui, on rêve beaucoup autour d'une recombinaison des forces de droite. Pour l'instant, ces imaginations ne dépassent guère la portée des propos de café du commerce, car l'Histoire est habile à mettre à bas les échafaudages les mieux agencés sur le papier. Et

surtout, n'oublions pas que cette question pourra évoluer de façon très différente selon que nous serons en situation de victoire ou de défaite. Nous ne pourrions rien construire de bon sur les rancœurs, sur les débris d'une défaite programmée par des calculs qui se voudraient machiavéliques, mais qui aboutiraient seulement à tendre des ficelles dans lesquelles leurs auteurs seraient les premiers à se prendre les pieds.

Nous ne devons prendre en compte nos sentiments que s'ils sont orientés vers le bien de la France, mais non s'il s'agit de ménager certaines susceptibilités ou même certaines sympathies. Nous devons agir en fonction des données qui s'imposent à nous et des conséquences que cela implique. Ces préceptes s'appliquent, on s'en doute, à nos rapports avec le Front national. Il ne s'agit pas de le diaboliser,

comme la droite «classique» l'a trop souvent fait de façon stupide, mais il faut faire en sorte qu'il récolte au premier tour le moins de voix possible, de façon qu'il ne puisse pas disposer pour le second tour de cette arme mortelle pour la droite qu'est la multiplication des triangulaires. C'est ce qui s'est produit en 1997 et c'est ce qui nous a valu cinq années de gouvernement Jospin. Ne faisons pas fonctionner nous-mêmes la machine infernale mise au point par Mitterrand pour détruire la droite il y a plus de trente ans. Ce serait le meilleur moyen pour qu'une hypothétique recombinaison de la droite ne soit en fait synonyme d'éclatement de la droite et de pouvoir socialiste pour vingt ou trente ans.

La droite dans son ensemble se pique souvent d'une fausse élégance et se croit obligée de

ménager la gauche qui s'installe au pouvoir sous prétexte d'objectivité. C'est le meilleur moyen de démobiliser les troupes et les sympathisants. Pour notre part, nous n'avons pas cette naïveté ou cette hypocrisie. Nous n'avons pas besoin de nouvelles expériences pour savoir que le socialisme est intrinsèquement néfaste pour la France. Que la gauche soit au pouvoir ou non, notre attitude constante à son égard est une opposition sans concession. Le meilleur service qu'on puisse rendre à la France, c'est de combattre les socialistes en toutes circonstances.

Eux-mêmes, d'ailleurs, ne se font pas scrupule de témoigner à leurs adversaires de droite leur absence totale de considération, même dans les occasions simplement symboliques. C'est ainsi que, pour remercier Nicolas

Sarkozy de l'avoir traité avec une élégante dignité lors des cérémonies du 8 Mai, Hollande s'est conduit à son égard comme un goujat lors de la passation des pouvoirs. Oignez vilain, il vous poindra. Pour notre part, nous ne manquerons pas de poindre ce vilain-là, même si nous n'avons pas vraiment l'espoir d'être oints par lui en retour.

La composition d'un gouvernement socialiste pur et dur montre bien le cas qu'il faut faire de sa promesse de combattre tout ce qui divise les Français. On retiendra surtout la nomination au ministère prestigieux et stratégique de la justice de Mme Taubira, cette fanatique exaltée et caractérielle, chantre du communautarisme et championne de la repentance française.

La force des idées simples

A l'exemple du général de Gaulle qui, pendant la guerre, s'envolait vers l'Orient compliqué avec des idées simples, ce sont quelques idées simples que nous devons prendre pour guides dans la situation incertaine et fuyante où nous nous trouvons aujourd'hui, loin des calculs, des arrières-pensées, des supputations.

La première idée simple est qu'il faut tout faire pour arracher à la gauche chaque bribe de pouvoir qui est en jeu, ici et maintenant et en toutes circonstances.

La deuxième idée simple est que, dans ce scrutin plus que jamais, la victoire devra se

conquérir non pas tant sur de grands thèmes que voix par voix, électeur par électeur. L'élection présidentielle est un scrutin techniquement simple, fait pour les grandes masses et les grands courants, puisque la France tout entière constitue une seule circonscription, et pourtant on a vu les variations et les incertitudes des prévisions. Dans ces élections législatives pulvérisées, un siège peut dépendre de quelques voix. En 1997, il aurait suffi de déplacer moins de 15.000 voix dans toute la France pour que la droite eût la majorité. Pourtant, avec l'effet multiplicateur du scrutin

majoritaire, elle a paru subir une déroute.

Le 10 et le 17 juin, chaque citoyen de droite devra se sentir détenteur et responsable d'une parcelle de pouvoir qui pourra être décisive. Toute démobilisation relèvera de la désertion. Chaque citoyen de droite devra se sentir l'âme d'un militant qui fait partager ses idées et ses convictions par tout son entourage.

A ce prix, chaque citoyen de droite pourra avoir l'intense satisfaction d'avoir été un artisan de la victoire.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable T élécopie
 Courriel @ Date et lieu de naissance
 Profession
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du ML et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 € 20 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
 Cotisation couple : 50 € Cotisation simple (sans journal) : 30 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 60 €
 Date Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n° 78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



MIL : La droite
civique, gaulliste et patriote